

«Tous les voyants au rouge» : le secteur de la protection de l'enfance dans la rue



Le «collectif des 400.000» estime que 3.350 enfants attendent toujours une mesure de placement.

Une manifestation est prévue à Paris en début d'après-midi à l'appel des associations, qui alertent sur l'état de «délabrement inédit» de leur secteur et exigent une «réaction forte» du nouveau gouvernement.

«*L'urgence est totale*»: les professionnels de la protection de l'enfance descendent dans la rue mercredi 25 septembre, à Paris, pour tirer la sonnette d'alarme sur l'état de «*délabrement inédit*» de leur secteur et exiger une «*réaction forte*» du nouveau gouvernement. Une manifestation est prévue au départ de l'esplanade des Invalides, à 13h00, à l'appel de la soixantaine d'associations et de fédérations qui composent le «collectif des 400.000», en référence à l'estimation du nombre d'enfants qui ont actuellement un besoin de protection en France. Le cortège défilera jusqu'au Panthéon.

«*Tous les voyants sont au rouge, on est face à une crise d'une ampleur vraiment inédite*», déclare à l'AFP Pierre-Alain Sarthou, directeur général de la Convention nationale des acteurs de la protection de l'enfance (Cnape), qui coordonne le collectif. «*Plus de 3.000 enfants vivent à la rue, 3.350 attendent toujours une mesure de placement, 8.000 anciens enfants placés sont sans domicile fixe*», énumère-t-il, le tout dans un contexte de «*justice saturée*», d'associations «*exsangues financièrement*» et de «*travailleurs sociaux en surrégime*».

«*Il faut que l'État réagisse. Il existe des lois en matière de protection de l'enfance, ce sont des bonnes lois mais aujourd'hui, elles ne sont pas respectées, elles ne sont pas appliquées*», déplore Pierre-Alain Sarthou. Sur le terrain, les professionnels du secteur évoquent des décisions de justice qui «*mettent plusieurs semaines, voire plusieurs mois*», à être exécutées, laissant des centaines de mineurs au sein de leurs «*familles maltraitantes*».

Cri d'alarme

Même cri d'alarme concernant les jeunes majeurs qui, une fois sortis du dispositif de l'Aide sociale à l'enfance (ASE), se «*retrouvent sur le carreau et glissent dans des spirales d'exclusion les conduisant à vivre à la rue*», dénonce Pierre-Alain Sarthou. Longtemps invisibilisée, la situation des quelque 377.000 enfants faisant l'objet d'une mesure de protection au titre de l'ASE est revenue sur le devant de la scène ces dernières années avec la mort de plusieurs enfants placés. Une commission d'enquête parlementaire, qui avait entrepris mi-mai de se pencher sur les manquements des politiques de protection de l'enfance a pris brutalement fin avec la dissolution de l'Assemblée nationale début juin. Le groupe PS a depuis déposé une proposition de résolution pour recréer cette commission.

La représentante de l'Unicef en France, Adeline Hazan, a exhorté début septembre le nouveau premier ministre Michel Barnier à «*faire de l'enfance une priorité absolue de son mandat*», estimant que les enfants «*ne pouvaient plus attendre*».